



LA CHÂTAIGNE

(Qui s'y frotte... s'y pique !)



N°42

Mars 2026

ÉDITO

Le Premier Ministre n'a pas dépassé les bornes. Il n'en demeure pas moins qu'après avoir déclaré qu'il n'userait au grand jamais du 49.3, Lecornu l'a utilisé. Une parole sûre et fiable comme celle d'un Premier Ministre démissionnaire puis ré-intronisé 3 jours plus tard. Regardons d'un peu plus près ce que contient le budget de l'État. Autant vous dire que le mot austérité sied à ce budget et que les coupes à venir seront drastiques. Le moine-soldat taille dans le vif façon Kill Bill. Plus de 4 000 destructions de postes d'enseignants et une diminution budgétaire pour tous les Ministères à l'exception des Armées, de la Justice, de l'Intérieur, de l'Agriculture et de l'Outre-Mer. Nul doute que la diète se soldera par des suppressions d'emplois et un assèchement des moyens. Pour les Collectivités Locales, c'est – 2 milliards, et donc, de facto, moins de services publics. Et pourtant, ces derniers constituent le socle républicain d'une société comme la nôtre. Prenez notre système de santé, il subira en 2026 un régime particulier. Imaginez une publicité, pas si irréaliste, où le moine-soldat viendrait nous vanter ledit système en nous déclarant qu'avec cette solution minceur miracle il fonctionnera encore mieux qu'avant. Et ce n'est pas le Docteur Macron, maître dans l'art de la poudre de perlimpinpin, qui dira le contraire. En 2026, c'est – 4 milliards, 30 000 suppressions de lits, des fermetures d'hôpitaux, des soignants épuisés et sous-payés, la multiplication des déserts médicaux,... soit l'affaiblissement de notre système de santé alors même que les épidémies et le vieillissement de la population, notamment, renforcent son utilité. La fracture sociale, économique et territoriale se creuse irrémédiablement, la précarité s'aggrave, et tout ça sur le dos de votre santé. Les services publics sont une richesse et non un coût. Jean Jaurès ne disait pas autre chose : « *Le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas* ». Un autre choix est possible. Non à la privatisation de la Sécurité Sociale, non à la peste brune, aux relents populistes et aux divisions, non à une économie de guerre exacerbée, oui à l'abrogation de la retraite à 64 ans, oui à l'égalité professionnelle entre les Femmes et les Hommes, oui à la taxation des plus riches, oui à l'augmentation des salaires et des pensions. Sur ce dernier point, la CGT revendique le point d'indice à 6 € bruts contre 4,92 € aujourd'hui. Cette augmentation permettrait de rattraper la perte de pouvoir d'achat impacté par la flambée de l'inflation. Depuis le 1^{er} janvier 2000, le point d'indice a évolué de 15,94 % (passant de 4,246 € à 4,92278 €) alors que l'évolution des prix, hors tabac, partait en flèche atteignant +49,10 %. Avec un point à 6 €, pour un agent administratif de 2^{ème} classe, échelon 6, Indice Majoré (IM) 376 c'est approximativement + 400 € bruts par mois. Pour un contrôleur de 2^{ème} classe, échelon 8, IM 420 c'est approximativement + 450 € bruts par mois. Et pour un inspecteur échelon 6, IM 518 c'est approximativement + 550 € bruts par mois. C'est une évidence qu'il est toujours utile de rappeler, casse, démantèlement, démembrement des services publics ne sont rien d'autres que des sévices et outrages au bien commun qu'ils constituent.



Le 8 mars est là !

La Châtaigne s'inquiète toujours des questions d'égalité, notamment au travail... Malgré ce qui est parfois dit, nombre d'inégalités demeurent, même dans la fonction publique. La Châtaigne a choisie de vous redonner quelques chiffres assez significatifs et rappelle que le 8 mars n'est qu'un seul jour par an, mais que l'égalité c'est toute l'année. Alors ensemble, engageons-nous !

Les femmes gagnent en moyenne **22 % de moins que les hommes**



En équivalent temps plein :

- 19 % de moins que les hommes dans la fonction publique **hospitalière**
- 12 % de moins dans la fonction publique d'**État**
- 7 % de moins dans la fonction publique **territoriale**

80 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes



80 % des personnes en situation de **pauvreté tout en ayant un emploi sont des femmes**

Le passage à temps partiel après une **naissance** est **10 fois plus fréquent** pour les mères que pour les pères



95 % des **secrétaires sont des femmes,**
94 % des **aides à domicile,**
90 % des **aides-soignantes...**



62 % des **cadres du secteur privé sont des hommes**

6 personnes sur 10



au Smic sont des femmes

L'écart de revenu du travail entre les hommes et les femmes est de 30 % en incluant les personnes qui ne sont pas en emploi



Les femmes perçoivent une **pension de retraite inférieure de 38 %** à celle des hommes

Mercatos divers !

Du changement à Bercy. L'actuel ministre délégué chargé de la Fonction publique, David Amiel, est nommé aux Comptes publics pour remplacer Amélie de Montchalin, elle-même en route pour la Cour des comptes, annonce de l'Elysée dans un communiqué publié le dimanche 22 février... Ce dernier a laissé le poste vacant... Dommage quand on pense que ce cher David avait en réflexion de négocier les grilles et les salaires des agents publics. Mais comme on dit, pas de Ministre, pas de négo... Pas de bras ! Pas de chocolat !



La Châtaigne d'Honneur :

La Châtaigne d'Honneur est attribuée ce mois-ci à Rachida Dati. L'ex Ministre de la Culture qui a repris un titre emblématique pour illustrer son ambition de « *changement* » à Paris. Mais ce clin d'œil musical s'est transformé en polémique. En utilisant le morceau « *Time for a Change* » du groupe Elephanz dans une story Instagram liée à sa campagne des municipales, la candidate à l'Hôtel de Ville a déclenché une vive réaction des artistes concernés. La candidate se positionne comme l'incarnation du changement à Paris et le slogan implicite fonctionne : le changement, en musique. Sauf que les artistes n'ont pas apprécié. Les membres du groupe, ont publiquement exprimé leur mécontentement. Sur leurs réseaux sociaux, ils envoient le message à la Ministre : « *un peu étonnés d'avoir retrouvé notre petit hymne dans une story de Rachida Dati. Ce n'est vraiment pas le changement que nous espérions quand on a écrit « Time For a Change ». Surtout au regard des recommandations de cette personne pour la culture en France. Mme @rachida.dati merci d'aller piocher vos sons de campagne ailleurs !* » Espérons au moins que Madame la candidate paye les taxes relatives à la SACEM et aux droits d'auteur des artistes...

Comptes d'Apothicaire ?

Puisqu'on vous le dit : les finances publiques dérapent...

Factuellement cela est faux, car, depuis 2017, les dépenses publiques ont diminué en proportion du PIB de 0,4 point. Karaté Kid Lecornu, comme les autres membres du gouvernement, aurait-il oublié les moments de vérité ? Prenez Amélie De Montchalin, près de la cour mais loin du compte. Elle déclare que le budget va permettre de réduire le déficit de 0,6 point et que cette réduction se fera pour moitié par des économies et pour moitié par la fiscalité. Bonnet d'âne pour Amélie, c'est 0,4 point reposant pour trois quarts sur une hausse des impôts et pour un quart sur des économies. La Châtaigne ne résiste pas à la tentation de citer Madame De Montchalin, répondant à une députée dans l'hémicycle de l'Assemblée Nationale : « *les yeux dans les yeux* », « *il n'y a pas de document ou de réalité qui amènerait une dizaine de milliers de fortunés Français à ne payer aucun impôt sur le revenu. Je vous le confirme avec toute la transparence qui est la mienne.* » Et pourtant, des documents de Bercy le prouvent. En ne prenant que les plus fortunés avec un patrimoine immobilier conséquent, redevable de l'Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI), et d'après les données fiscales de 2024, ils sont 13 335, soit environ 10 % des redevables de l'IFI, à avoir un impôt sur le revenu nul... ou négatif. Petit conseil de lecture à la juge désormais partie, Montaigne, auteur de cette phrase : « *Le mensonge provoque la ruine de la société, et celui qui ment paie la réalité de cette destruction.* »

Hélios, l'éclipse solaire

Hélios, dieu personnifié du soleil, a un fils, Phaeton, qui tenta de conduire le char solaire de son père mais en perdit le contrôle, réduisant la terre en cendres. Toute ressemblance avec une application DGFIP nommée Hélios, victime d'une sortie de route, ne serait que fortuite. Et pourtant, le 5 février 2026, éclipse solaire, black-out total pour certains (serveur de Metz-SGC de Saint-Junien dans le 87), travail en mode plus que dégradé pour d'autres (serveur de Versailles). Pour rappel, Hélios est l'application informatique de gestion comptable et financière, notamment pour la prise en charge et le contrôle des mandats et des titres, la mise en paiement des dépenses des collectivités locales et des établissements publics locaux. C'est une défaillance matérielle qui a frappé le 5 février et créé un incident technique exceptionnel. Certes exceptionnel, mais un serveur de secours aurait permis de faire face, or la Direction Générale préfère ne pas y recourir en le sacrifiant sur l'autel budgétaire. Les postes comptables sous Hélios, usine où l'industrialisation des tâches est reine, sont dépourvus de moyens matériels et humains. Le fiasco (paies des agents, règlement des marchés publics ou des factures « courantes » non assurés notamment) fut évité. La directrice générale s'est fendue d'une lettre aux agents mais restent dans les belles paroles. La maison DGFIP ne tient que par la conscience professionnelle et la résilience de ses agents, ciments d'une maison loin d'être rayonnante... Rassurez-vous, la DGFIP prévoit de moderniser le système d'information comptable du secteur public local et hospitalier avec le projet « Helios 2 », mais les collectivités risquent d'attendre quelques années puisque le déploiement du projet n'est prévu qu'en 2030. En attendant le soleil a fini de briller...

Adresse courriel de la section : cgt.ddfip87@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet local : <http://www.dgfip.cgt.fr/87/>

Savoir donner

Le piratage du fichier national des Comptes Bancaires (FICOBA) démontre, une fois de plus, que les fuites des données sont devenues un risque majeur. FICOBA recense les comptes bancaires ouverts en France, et, selon les informations disponibles, il a pu être consulté et copié pendant plusieurs semaines. Les données en cause ne sont pas anodines : identité, adresse, date de naissance, établissement bancaire, coordonnées bancaires (RIB/IBAN) et, dans certains cas, identifiant fiscal. L'attaque aurait été rendue possible par l'usurpation des identifiants d'un fonctionnaire, avec un accès d'environ un mois. La faille de sécurité toucherait 1,2 millions de comptes bancaires. Décidément la DGFIP est présente médiatiquement pour le pire, et le meilleur du pire. L'attractive DGFIP est-elle sensible à la protection et à la sécurisation des données ? Le Cloud Act, promulgué en 2018 sous l'administration Trump, permet aux autorités américaines d'exiger l'accès aux données détenues par des entreprises sous juridiction américaine, même si elles sont stockées hors des États-Unis. Il impose l'extraterritorialité du droit américain sur les données informatiques (courriels, documents administratifs ou juridiques, métadonnées, etc.). Cette disposition peut être utilisée contre les entreprises françaises dès lors qu'un lien de rattachement avec les États-Unis est identifié. Ce qui est le cas pour la start-up Alan, qui héberge les données des agents dans un « cloud » américain, Amazon Cloud, appartenant à Jeff Bezos. Les hackers sont là, toujours à l'affût pour effectuer un vol au dessus d'un nid de cloud cloud...

